

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1952 No. 92

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

Memorandum betreffende

- a) *de toepassing van de Nederlands-Belgische Financiële Overeenkomst van 24 Mei 1946,*
- b) *verschillende kwesties nopens de financiële verhouding tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk België,*
- c) *de deblokking en het gebruik van Belgische activa in Nederland en van Nederlandse activa in België;
's-Gravenhage, 12 October 1946.*

B. TEKST

Memorandum du 12 octobre 1946

Concernant:

- a) *l'application de l'Arrangement financier belgo-hollandais du 24 mai 1946;*
- b) *diverses questions relatives aux relations financières entre les Pays-Bas et la Belgique;*
- c) *le déblocage et l'utilisation des avoirs belges aux Pays-Bas et des avoirs néerlandais en Belgique.*

Au cours des négociations qui se sont déroulées à Bruxelles en mai 1946 et d'échanges de vues qui ont eu lieu postérieurement à la signature de l'Arrangement intervenu le 24 mai 1946 entre les deux Gouvernements, les délégations hollandaise et belge ont discuté différents points concernant l'application de cet Arrangement et un

certain nombre de questions relatives aux relations financières entre les Pays-Bas et la zone monétaire belge.

Elles ont consigné comme suit, le résultat de ces discussions:

A. APPLICATION DE L'ARRANGEMENT FINANCIER DU 24 MAI 1946

1. *Rachat par le Gouvernement belge de l'emprunt extérieur belge 3½ % 1937.*

a) Eu égard à la revalorisation de la couronne suédoise, et par modification à l'article I, B (2) de l'Arrangement Financier du 24 mai 1946, les titres de l'emprunt précité appartenant à des personnes résidant aux Pays-Bas, seront réquisitionnés par les autorités compétentes néerlandaises et vendus par elles au Trésor belge au pair de la valeur nominale de ces titres exprimée en couronnes suédoises et transformée en francs belges sur la base de 12,1554 francs belges pour une couronne suédoise;

b) Les titres de l'emprunt réquisitionnés par le Gouvernement néerlandais en vue de leur rachat par le Trésor belge, cesseront de porter intérêt à partir du jour fixé par le Décret de réquisition pour la livraison des titres.

A partir de cette date, le Gouvernement néerlandais pourra demander la disposition de la somme de 500 millions prévue à l'article I, B. de l'Arrangement du 24 mai 1946;

c) Les coupons des obligations de l'emprunt 3½ % 1937 échus depuis le 10 mai 1940 seront acquittés en francs belges au même titre que le capital.

2. *Achat par la Nederlandsche Bank de francs belges contre monnaies étrangères.*

Afin de simplifier les opérations, les achats de francs belges contre monnaies étrangères, par la Nederlandsche Bank et les cessions de ces monnaies contre florins par la Banque Nationale de Belgique se feront à des cours qui sont soit la parité soit le cours moyen de ces monnaies par rapport au franc belge et au florin et qui correspondent en même temps à la parité franc belge-florin.

3. *Opérations d'investissement de capitaux belges aux Pays-Bas et de désinvestissement de capitaux néerlandais en Belgique.*

Afin de pouvoir appliquer ces opérations au compte spécial en monnaies étrangères, il est nécessaire qu'elles soient centralisées auprès des Banques d'Emission ou d'organismes privés spécialement désignés à cet effet. C'est le cas notamment pour les rachats d'emprunts belges aux Pays-Bas, les placements d'émission néerlandais en Belgique, les ventes de titres belges appartenant à des Néerlandais, les achats de titres néerlandais par des Belges.

B. PAIEMENTS ADMIS AU TRANSFERT

La liste des paiements courants admis au transfert par la voie de la convention monétaire du 21 octobre 1943 comprendra dorénavant les revenus de toute nature et les amortissements contractuels y compris les créances antérieures au 1er septembre 1944. Le transfert des capitaux n'est admis que dans les limites mentionnées dans le chapitre G ci-dessous.

Chacune des parties se réserve de soumettre les transferts aux conditions nécessaires à la sauvegarde de la situation des changes et des bonnes relations entre les deux pays. Les transferts devront s'opérer dans le cadre des conditions posées par le contrôle des avoirs ennemis et la restauration de la propriété.

C. LIQUIDATION DES BILLETS FLORINS DÉPOSÉS PAR LE PUBLIC EN BELGIQUE

L'examen sur la légitimité de la propriété des billets sera opéré, en coopération avec les autorités belges, avec largeur de vue, de façon à sauvegarder les intérêts de porteurs de bonne foi et à tenir compte des difficultés pratiques d'établir la preuve de bonne propriété.

D. COMPTES EN DEVICES

En cas de réquisition des devises étrangères, aux Pays-Bas et dans l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, il ne sera pas porté atteinte aux devises détenues pour le compte de ressortissants de l'autre pays; d'autre part, ces devises pourront être utilisées par leurs titulaires.

E. ADMINISTRATIE KANTOREN

Touchant les certificats remis par des Administratie Kantoren à des personnes résidant en Belgique contre dépôt de titres étrangers, les autorités néerlandaises sont disposées à exonérer d'une éventuelle réquisition les titres étrangers correspondant à ces certificats, et à permettre le paiement en devises étrangères aux bénéficiaires belges des revenus correspondant aux intérêts de ces titres étrangers, pour autant que ces titres appartiennent depuis une date antérieure au 10 mai 1940 à des personnes résidant en Belgique.

F. CONTRATS À TERME EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les contrats à terme en devises étrangères conclus avant le 10 mai 1940 entre personnes résidant aux Pays-Bas et personnes résidant en Belgique pourront être liquidés par les parties contractantes, et les autorités compétentes des deux pays donneront les autorisations de cession de devises étrangères correspondentes.

G. DÉBLOCAGE DES AVOIRS

Les avoirs déposés aux Pays-Bas et appartenant à des personnes résidant en Belgique, et les avoirs déposés en Belgique et appartenant

à des personnes résidant aux Pays-Bas seront débloqués sans délai et rendus utilisables par les autorités compétentes des deux pays, dans les conditions indiquées ci-après:

1°. *Certification en Belgique des avoirs en compte et des titres appartenant à des personnes résidant aux Pays-Bas.*

Les demandes de certification seront adressées par les intéressés aux membres du „Bedrijfsgroep Handelsbanken” ou de la „Vereniging voor den Effectenhandel”, qui les feront suivre à la Nederlandsche Bank, en y joignant un „affidavit” en 5 exemplaires attestant que les avoirs à libérer ne sont entachés d’aucun intérêt ennemi au sens de la réglementation néerlandaise en la matière (annexe I).

La Nederlandsche Bank, après les avoir visés, adressera ces affidavits en 3 exemplaires à l’Institut Belgo-Luxembourgeois du Change qui leur donnera la destination suivante: il en retournera un à la Nederlandsche Bank à titre d’avis de certification, il conservera le deuxième pour ses archives et le troisième sera envoyé à l’institution détentrice des avoirs.

Dans le cas où tout ou partie des avoirs en compte à certifier est libellé en monnaies autres que celles ayant cours légal dans les zones monétaires néerlandaise et belge, la Nederlandsche Bank joindra aux affidavits destinés à l’Institut Belgo-Luxembourgeois du Change les certificats de bonne propriété éventuellement exigés par les règlements en vigueur dans les pays intéressés.

2°. *Certification aux Pays-Bas des avoirs en compte et des titres appartenant à des personnes résidant en Belgique.*

Les intéressés introduiront, par l’intermédiaire d’une banque agréée belge, une demande de certification auprès de l’Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. Les banques agréées belges examineront les formules de demandes, et y joindront un „affidavit” (annexe 2) attestant que les avoirs à certifier ne sont entachés d’aucun intérêt ennemi au sens de la réglementation belge. Les banques transmettront les pièces à l’Institut Belgo-Luxembourgeois du Change qui contresignera les affidavits et les enverra en quatre exemplaires à la Nederlandsche Bank, en y joignant éventuellement les certificats de bonne propriété exigés par d’autres pays, si tout ou partie des avoirs à certifier est libellé en monnaies étrangères.

Le déblocage des titres reposant aux Pays-Bas sous dossier belge depuis une date antérieure au 10 mai 1940 sera autorisé automatiquement sur le vu de l’affidavit de propriété non ennemie.

3°. *Utilisation des avoirs certifiés.*

a) *Avoirs en compte.*

Les avoirs en francs belges en compte néerlandais en Belgique, à l’exception du produit de désinvestissements effectués après le 6 octo-

bre 1944, seront, sur avis de certification, portés au crédit de „comptes étrangers B” librement utilisables en Belgique pour tous paiements ou pour transfert à un autre compte étranger B de même nationalité; ces avoirs pourront également être rapatriés aux Pays-Bas, par la voie de l'accord de paiement belgo-néerlandais.

Les avoirs en devises en compte néerlandais en Belgique seront, sur avis de certification, mis à la disposition de leurs titulaires, dans les mêmes devises, pour autant que la législation du pays de la devise le permette.

Les autorités néerlandaises rendront librement utilisables pour tous paiements aux Pays-Bas ou pour rapatriement en Belgique par la voie de l'accord de paiement, les avoirs en florins en compte belge aux Pays-Bas provenant de paiements courants. En outre, en ce qui concerne les avoirs provenant de désinvestissements d'avant le 6 octobre 1944, ceux-ci seront soumis au même régime pour autant que, leur utilisation ou leur rapatriement, serve à un but utile et économique.

Les avoirs en devises en compte belge aux Pays-Bas seront sur avis de certification mis à la disposition de leurs titulaires dans les mêmes devises pour autant que la législation du pays de la devise le permette.

Il est entendu que la libération des avoirs en francs belges et en florins ne préjudiciera en rien aux mesures de blocage monétaire édictées en Belgique et aux Pays-Bas.

b) Titres.

I. Dossiers néerlandais.

On entend par „dossiers néerlandais” les titres déposés au nom de personnes résidant dans la zone-florin.

Les dossiers néerlandais seront sur avis de certification, transformés en dossiers débloqués.

Les dossiers néerlandais „débloqués” seront soumis au régime suivant:

1) Rapatriement.

Sur demande de leurs propriétaires et moyennant autorisation de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, les titres pourront être rapatriés aux Pays-Bas, par l'intermédiaire d'une banque belge agréée ou d'un agent de change autorisé. Les titres étrangers devront au préalable être certifiés „de bonne provenance” par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. En principe, les autorisations de rapatriement des titres néerlandais et étrangers seront accordées automatiquement.

2) Négociation.

Les titres belges pourront faire l'objet de négociations en Belgique à condition que le produit de la vente soit porté à un compte étranger A spécial, qui ne pourra être débité que pour réinvestissement en

titres. Moyennant des conditions à convenir, ces sommes pourront être affectées au rachat du compte dollars, conformément à l'arrangement financier belgo-néerlandais du 24 mai 1946.

II. *Dossiers belges.*

On entend par „dossiers belges” les titres déposés au nom de personnes résidant en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Les dossiers belges seront, sur avis de certification, transformés en dossiers débloqués.

Les dossiers belges „débloqués” seront soumis au régime suivant:

1) Rapatriement.

Avec l'autorisation de la Nederlandsche Bank, les titres pourront être rapatriés en Belgique. Les titres belges devront avoir satisfait aux prescriptions de l'arrêté ministériel belge du 22 mai 1946, relatif à la propriété non-ennemie des titres belges déclarés à l'étranger. En principe, les autorisations de rapatriement des titres belges et étrangers seront accordées automatiquement.

2) Négociation.

Les titres néerlandais pourront être négociés aux Pays-Bas, mais le produit de leur réalisation sera soumis aux dispositions légales néerlandaises sur l'assainissement monétaire et ne pourra servir qu'à de nouveaux investissements.

4°. *Encaissement des coupons échus et des titres remboursables payables en Belgique et appartenant à des personnes résidant aux Pays-Bas.*

a) Titres d'étenus aux Pays-Bas.

Les demandes d'encaissement de coupons échus payables en Belgique seront adressées par les intéressés aux membres du „Bedrijfs-groep Handelsbanken” ou de la „Vereeniging voor den Effectenhandel”, qui joindront aux coupons un „affidavit de propriété non-ennemie” (annexe 3).

Les coupons couverts par un affidavit seront envoyés par les membres des groupements précités à une banque agréée belge, où à un agent de change autorisé, qui créditera le bénéficiaire en un compte étranger B, utilisable comme dit sub 3) a).

Les titres remboursables en Belgique devront être présentés à l'encaissement auprès d'un membre du „Bedrijfs-groep Handelsbanken” ou de la „Vereeniging voor den Effectenhandel”. Pour pouvoir être remis à une banque agréée belge ou à un agent de change autorisé, ils devront avoir satisfait aux prescriptions des articles 3 à 6 de l'arrêté du 22 mai 1946 précité. Le produit du remboursement sera versé en compte étranger „B”.

b) Titres se trouvant en Belgique sous dossier débloqué.

Le produit de l'encaissement de titres belges remboursables reposant sous dossiers néerlandais débloqués et des coupons échus détachés de titres reposant sous de tels dossiers, pourra être porté en compte étranger „B” sans autre formalité.

5°. *Encaissement des coupons échus et des titres remboursables payables aux Pays-Bas et appartenant à des personnes résidant en Belgique.*

a) Titres détenus en Belgique.

Les demandes d'encaissement de coupons échus payables aux Pays-Bas, seront introduites auprès d'une banque belge agréée ou d'un agent de change autorisé. La banque ou l'agent de change joindra aux coupons présentés à l'encaissement un affidavit (annexe 4) attestant que ses coupons ont été détachés de titres dûment certifiés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et déclarés conformément aux dispositions du décret néerlandais du 16 novembre 1945, et enverra le tout à un membre du „Bedrijfsgroep Handelsbanken” ou de la „Vereeniging voor den Effectenhandel”.

Le produit de l'encaissement des coupons pourra être transféré en Belgique ou être utilisé aux Pays-Bas pour tous paiements.

De même, les titres néerlandais pourront être envoyés au remboursement par les banques agréées ou les agents de change autorisés, pour autant qu'ils soient munis d'un certificat de bonne provenance délivré par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et qu'ils soient accompagnés d'un affidavit de bonne propriété (annexe 5).

Le produit du remboursement de ces titres sera utilisé de la même manière que le produit de l'encaissement des coupons.

b) Titres se trouvant aux Pays-Bas sous dossier belge débloqué.

Le produit de l'encaissement des titres néerlandais remboursables reposant sous dossier belge débloqué et des coupons échus détachés de titres reposant sous de tels dossiers, pourra être porté en compte transférable comme dit ci-dessus.

6°. *Sort des créances commerciales.*

Toutes créances commerciales que des personnes résidant en Belgique détiennent sur les Pays-Bas et qui n'ont pas fait l'objet d'un versement dans le cadre de la procédure de paiements en vigueur pendant l'occupation, pourront être transférées des Pays-Bas en Belgique moyennant autorisation de la Nederlandsche Bank. De même, toutes créances commerciales que des personnes résidant aux Pays-Bas détiennent sur la Belgique et qui n'ont pas fait l'objet d'un versement dans le cadre de la procédure de paiements en vigueur sous l'occupation pourront être transférées de Belgique aux Pays-

Bas, moyennant autorisation de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

7°. *Formules d'affidavits de propriété non ennemie.*

Il est entendu que la mise sous séquestre d'avoirs relevant d'intérêts ennemis, n'enlève pas à ces avoires leur caractère „ennemi”.

Le Ministre des Finances du
Royaume de Belgique:

(s.) J. VAUTHIER.

Le Ministre des Finances du
Royaume des Pays-Bas

(s.) P. LIEFTINCK.

BIJLAGE I

**Deblokkeering van ten name van ingezetenen in den zin van het
Deviezenbesluit 1945 in België uitstaande tegoeden en in België
berustende effecten**

AFFIDAVIT

De Nederlandsche Bank verklaart hiermede dat

- a) de aan ommezijde omschreven activa uitstaan, resp. gedeponeerd zijn voor rekening van⁽¹⁾
wonende⁽²⁾
- b) dat de sub (a) bedoelde activa op 20 October 1944 uitstonden, resp. gedeponeerd waren voor rekening van⁽¹⁾
wonende⁽²⁾
die geen vijandelijke staat is in den zin van art. 1 sub 5 van het Besluit Vijandelijk Vermogen (K.B. E. 133) noch vijandelijk onderdaan in den zin van art. 2 sub 1, 2 en 3 van voormeld Besluit.⁽³⁾

....., den 194...

De Nederlandsche Bank, N.V.
Bureau Certificatie.

(¹) Naam, voornamen of firmanaam.

(²) Volledig adres.

(³) Volgens art. 1, sub 5, van het Besluit Vijandelijk Vermogen (K.B. E. 133) worden verstaan onder vijandelijke staten: Duitschland, Italië, Japan en de staten, die door ons voor de toepassing van dit Besluit met vijandelijke staten gelijk worden gesteld; onder vijandelijke staten worden mede begrepen: derzelyer regeeringen, departementen van openbaar bestuur, provincies, gemeenten, lichamen en instellingen zoo in den vorm van rechtspersonen als anderszins, belast met eenigerlei bestuurlijke functie.

Artikel 2, sub 1, 2 en 3 van voormeld Besluit luidt:

Voor de toepassing van bij of krachtens dit Besluit uitgevaardigde bepalingen worden vijandelijke onderdanen aangemerkt:

1. ambtenaren, beambten, agenten, vertegenwoordigers en gemachtigden van een vijandelijken staat, zoomede personen, die als zoodanig te eeniger tijd tusschen den tienden Mei 1940 en den dag van het inwerking treden van dit Besluit zijn opgetreden;

2. natuurlijke personen, die onderdanen zijn of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 zijn geweest van een vijandelijken staat;

3. rechtspersonen:

a) die opgericht zijn of bestaan krachtens of beheerscht worden door het recht van een vijandelijken staat;

b) wier maatschappelijken zetel, plaats van vestiging of hoofdkantoor gelegen is of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 gelegen was in vijandelijk gebied, of

c) wier eigenlijke zaak of hoofdbedrijf gevestigd is of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 was in vijandelijk gebied.

(Keerzijde bijlage I)

Naam van de(n)gene(n) voor wiens rekening de activa uitstaan, resp. gedeponeerd zijn: ⁽¹⁾

Naam van de(n)gene(n) te wiens (wier) name de activa uitstaan, resp. gedeponeerd zijn: ⁽¹⁾

Omschrijving der rekening: ⁽²⁾

Aard der activa: ⁽³⁾

Bijzonderheden der activa: ⁽⁴⁾

Gezien en accoord bevonden:

Handteekening van de(n)gene(n) voor wiens rekening de activa uitstaan.

Bedrijfsgroep Handelsbanken

(lid der Vereeniging voor den Effectenhandel)
(Bedrijfsgroep Effectenhandel)

⁽¹⁾ Naam, voornamen of firmanaam.

⁽²⁾ Aard of benaming evt. nummer der rekening. Voor iedere rekening of depot moet, ook in geval dat bij eenzelfde instelling verscheidene rekeningen of depots worden onderhouden, een afzonderlijk formulier worden ingevuld.

⁽³⁾ Goud, bankpapier, cheques, tegoed in rekening-courant, effecten, enz.

⁽⁴⁾ Bij goud het gewicht vermelden, bij gouden muntstukken aantal en nominale waarde vermelden, bij buitenlandsch bankpapier, tegoed in rekening-courant de waarde in buitenlandsche valuta vermelden, bij effecten vermelden: aantal (of totale nominale waarde) volledige naamsaanduiding, type, rentevoet, jaar van uitgifte, enz.

ANNEXE 2

Exemplaire à transmettre
à la Nederlandsche Bank

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change,
15, rue de Berlaimont,
Bruxelles

**Demande de Certification d'avoirs déposés aux Pays-Bas et
appartenant à des personnes physiques ou morales
domiciliées ou résidant en Belgique**

Reserve à l'I.B.L.C.

Attestation de propriété non-ennemie délivrée en vue
de la certification

L'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change atteste par le présent
document que les avoirs décrits au verso appartenant à (2)

.....domicilié(s) ou ayant $\frac{\text{sa}}{\text{leur}}$ (1)

résidence principale en Belgique, ne relevaient au 3 septembre 1944,
ni directement, ni indirectement, d'intérêts ennemis quelconques au
sens de la réglementation belge (3).

Bruxelles, le 194...

Par délégation:

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Nom(s), prénom(s), ou raison sociale.

(3) Sont réputés ennemis :

- a) les personnes physiques de nationalité allemande ou japonaise,
- b) les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé résidant sur le territoire allemand ou japonais ou y exerçant leur activité,
- c) les sociétés de personnes ou de capitaux, associations ou organismes constitués conformément aux lois belges et dont 25 % des intérêts ou plus sont détenus par des personnes mentionnées aux a) et b) ci-dessus.

ANNEXE 2 (Verso)

Titulaire du compte ou dépôt:

Dépositaire (1):

Compte (2):

Nature des avoirs (3):

DETAIL DES AVOIRS (4)	no. de la déclaration à l'I.B.L.C. (arrêté-loi du 6—10—1944)
Vu et vérifié, (signature de la Banque agréée)	Signature <u>du (des) s)</u> de la <u>déclarant (s)</u> <u>déclarante (s)</u>

(1) Nom ou raison sociale, adresse exacte et éventuellement agence.

(2) Nature du compte, dénomination, numéro etc. Il y a lieu d'établir un formulaire distinct pour chaque compte ou chaque dépôt de titres même si le titulaire possède plusieurs comptes ou plusieurs dépôts dans le même établissement.

(3) Or, billets, dépôts, chèques, avoirs en compte, effets, titres, etc.

(4) S'il s'agit d'or en barre, indiquer le poids,

S'il s'agit de pièces d'or, indiquer le nombre et la valeur faciale,

S'il s'agit de billets étrangers, d'avoirs en compte, de chèques ou d'effets, indiquer la valeur en monnaie étrangère,

S'il s'agit de titres, en indiquer le nombre (ou la valeur nominale totale), la dénomination complète et exacte, le type, le taux d'intérêt, l'année d'émission, etc

(5) Biffer les mentions inutiles.

BIJLAGE 3

**Verzending van in België te incasseeren coupons en
dividendbewijzen**

AFFIDAVIT

De ondergeteekende ⁽¹⁾
lid der
Bedrijfsgroep Handelsbanken

Vereeniging voor den Effectenhandel (Bedrijfsgroep Effectenhandel)

verklaart hiermede, dat de navolgende coupons en dividendbewijzen toebehooren aan personen, woonachtig of gevestigd in en dat deze coupons of dividendbewijzen, onderscheidenlijk de stukken waarvan zij afkomstig zijn, op 20 October 1944 niet toebehoorden aan een vijandelijken staat in den zin van art. 1 sub 5 van het Besluit Vijandelijk Vermogen (K.B. E. 133) noch aan een vijandelijk onderdaan in den zin van art. 2 sub 1, 2 en 3 van voormeld besluit ⁽²⁾.

Aantal	Omschrijving	Nummers

....., 194...

⁽¹⁾ Naam of firmanaam.

⁽²⁾ Volgens art. 1, sub 3, van het Besluit Vijandelijk Vermogen (K.B. E. 133) worden verstaan onder vijandelijke staten: Duitschland, Italië, Japan en de staten, die door ons voor de toepassing van dit Besluit met vijandelijke staten gelijk worden gesteld; onder vijandelijke staten worden medebegrepen: derzelver regeeringen, departementen van openbaar bestuur, provincies, gemeenten, lichamen en instellingen, zoo in den vorm van rechtspersonen als anderszins, belast met eenigerlei bestuurlijke functie.

Artikel 2, sub 1, 2 en 3 van voormeld Besluit luidt:

Voor de toepassing van bij of krachtens dit Besluit uitgevaardigde bepalingen worden als vijandelijke onderdanen aangemerkt:

1. ambtenaren, beambten, agenten, vertegenwoordigers en gemachtigden van een vijandelijken staat, zoomede personen, die als zoodanig te eeniger tijd tusschen den tienden Mei 1940 en den dag van het in werking treden van dit Besluit zijn opgetreden;

2. natuurlijke personen, die onderdanen zijn of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 zijn geweest van een vijandelijken staat;

3. rechtspersonen:

a) die opgericht zijn of bestaan krachtens of beheerscht worden door het recht van een vijandelijken staat;

b) wier maatschappelijken zetel, plaats van vestiging of hoofdkantoor gelegen is of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 gelegen was in vijandelijk gebied, of

c) wier eigenlijke zaak of hoofdbedrijf gevestigd is of te eeniger tijd na den tienden Mei 1940 gevestigd was in vijandelijk gebied.

ANNEXE 4

Envoi à l'encaissement aux Pays-Bas de coupons échus

AFFIDAVIT

Le soussigné (nom et adresse)
 banque belge agréée-agent de change autorisé par l'I.B.L.C. à
 effectuer avec l'étranger certaines opérations sur titres et coupons ⁽¹⁾
 déclare que:

les coupons ci-dessous indiqués sont détachés de titres qui sont la
 titres énumérés ci-dessous

propriété de

de nationalité:

résidant ⁽²⁾

et que les titres dont question ci-dessus

1) n'appartenaient pas au 3 septembre 1944 à une personne
 considérée comme ennemie par la réglementation belge en la matière;

2) ont été déclarés à la Nederlandsche Effectenregistratie sur
 formule portant le no.

....., le 194...

Signature de la banque agréée ou de l'agent
 de change autorisé.

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

⁽²⁾ Adresse complète. _____

ANNEXE 5

Envoi aux Pays-Bas de titres remboursables

AFFIDAVIT

Le soussigné (nom et adresse)
 banque belge agréée-agent de change autorisé par l'I.B.L.C. à
 effectuer avec l'étranger certaines opérations sur titres et coupons ⁽¹⁾
 déclare que les titres énumérés ci-dessous:

I. a) ont appartenu d'une manière ininterrompue depuis le
 10 mai 1940 au propriétaire actuel (nom, adresse, et nationalité)

b) ont été acquis par le propriétaire actuel (nom, adresse et
 nationalité)
 après le 10 mai 1940 en vertu de l'autorisation no. en date
 du délivrée par le Nederlandsch Deviezen-

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

instituut, Amsterdam/La Haye, ou par la Nederlandsche Bank N.V. Amsterdam, et lui ont appartenu sans interruption depuis cette date.

c) ont été acquis par le propriétaire actuel (nom, adresse et nationalité) après le 10 mai 1940 sans autorisation du Nederlandsch Deviezeninstituut, Amsterdam/La Haye, ou de la Nederlandsche Bank N.V., Amsterdam, et ont appartenu depuis le 10 mai 1940 successivement aux personnes suivantes:

(nom, adresse à la date de l'acquisition des titres, nationalité, date de l'acquisition et de l'aliénation).

II. ont été déclarés à la Nederlandsche Effectenregistratie sur formule portant le no.

....., le 194...

(Signature de la banque agréée ou de l'agent de change autorisé.)

G. INWERKINGTREDING

12 October 1946.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Memorandum is geregistreerd bij de Verenigde Naties op 6 Januari 1949. De tekst is afgedrukt in de "United Nations Treaty Series" deel 23, bladzijde 179 e.v.

De Nederlands-Belgisch-Luxemburgse Monetaire Overeenkomst, ondertekend te Londen op 21 October 1943, naar welke Monetaire Overeenkomst wordt verwezen in het onderhavige Memorandum, is afgedrukt in de *Staatsbladen* No. E 76 en No. G 330. De Monetaire Overeenkomst van 21 October 1943 is gewijzigd bij de Aanvullende Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 24 Mei 1946. Deze Aanvullende Overeenkomst is vertrouwelijk medegedeeld aan de Staten-Generaal bij brief van 20 Juni 1946 (Bijlagen *Handelingen Tweede Kamer* 1946 I, 236, No. 1). (De tekst van de Monetaire Overeenkomst van 1943 en van de Aanvullende Overeenkomst van 1946 is afgedrukt in de "United Nations Treaty Series" deel 2, bladzijde 281 e.v., en deel 31, bladzijde 169 e.v.).

De Nederlands-Belgische Financiële Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 24 Mei 1946, naar welke Financiële Overeenkomst wordt verwezen in het onderhavige Memorandum, is eerst gewijzigd bij de op 8 Januari 1947 te Brussel ondertekende Aanvullende Overeenkomst en vervolgens vervangen door de op 4 Juli 1947 te Brussel ondertekende Financiële Overeenkomst. De hiergenoemde Overeenkomsten van 24 Mei 1946, van 8 Januari 1947 en van 4 Juli 1947

zijn vertrouwelijk medegedeeld aan de Staten-Generaal bij brieven van 20 Juni 1946, van 5 Mei 1948 en van 11 September 1948 (Bijlagen *Handelingen Tweede Kamer 1946 I*, 236, No. 1, en 1947—1948, 767, No. 2, en 1948, 767, No. 3).

Het Memorandum is gewijzigd bij de op 23 en 27 April 1951 te 's-Gravenhage gewisselde nota's, van welke nota's de tekst luidt als volgt:

I

MINISTERIE VAN
BUITENLANDSE ZAKEN
No. 34582

's-Gravenhage, 23 April 1951.

Mijnheer de Zaakgelastigde,

In antwoord op de nota van 22 Mei 1950, No. 111/2768, betreffende aanpassing van het Memorandum van 12 October 1946 aan de vrije notering van Amerikaanse Dollars op de Beurs van Brussel, heb ik de eer U te doen weten, dat de Nederlandse Regering zich verenigt met het voorstel van de Belgische Regering tot wijziging van de tekst van punt 2 van paragraaf A van genoemd Memorandum. Dit punt zal dus thans luiden: „*Achat par la Nederlandsche Bank de FB contre monnaies étrangères*: Les achats de FB contre monnaies étrangères par la Nederlandsche Bank et les cessions de ces monnaies contre florins par la Banque Nationale Belge, se feront à des cours à convenir entre ces deux institutions.”

Met betrekking tot het concept voor de brief terzake welke de Nationale Bank van België zal richten tot de Nederlandsche Bank, moge ik met verwijzing naar de vierde alinea van dit concept de volgende opmerking maken. Deze alinea houdt in, dat de Nationale Bank van België bereid is dollars te accepteren tegen een koers die niet lager zal zijn dan de officiële IMF pariteit, verminderd met de kosten van de omzetting van U.S.-dollars in goud door de Amerikaanse Treasury, „jusqu'à nouvel ordre”. Ik zou deze beperking gaarne nader préciseren teneinde te voorkomen, dat omtrent de interpretatie daarvan verschil van mening zou kunnen ontstaan, en „jusqu'à nouvel ordre” willen vervangen door de woorden „jusqu'à un nouvel accord entre nos institutions”.

Ik zal het op prijs stellen te vernemen, of de Belgische Regering zich met deze wijziging van het ontwerp voor de brief van de Nationale Bank van België kan verenigen.

Gelieve, Mijnheer de Zaakgelastigde, de verzekering mijner bijzondere achtting te willen aanvaarden.

(w.g.) STIKKER.

*Aan de Hooggeboren Heer
Graaf T. de Lichtervelde,
Tijdelijk Zaakgelastigde van België.*

Ambassade de Belgique
Ambassade van België
No. 111 F/2089.

's-Gravenhage, 27 April 1951.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van Uwer Excellentie's brief van 23 April 1951, Directie Europa/Bureau Benelux, No. 34582, betreffende aanpassing van het Memorandum van 12 October 1946 aan de vrije notering van Amerikaanse Dollars op de Beurs van Brussel, waaruit blijkt dat de Nederlandse Regering zich verenigt met het voorstel van de Belgische Regering tot wijziging van de tekst van punt 2 van paragraaf A van genoemd Memorandum. Dit punt zal dus thans luiden: „*Achat par la Nederlandsche Bank de FB contre monnaies étrangères: Les achats de francs belges contre monnaies étrangères par la Nederlandsche Bank et les cessions de ces monnaies contre florins par la Banque Nationale Belge, se feront à des cours à convenir entre ces deux institutions.*”

Verder neem ik er nota van dat met betrekking tot het concept voor de brief terzake welke de Nationale Bank van België zal richten tot de Nederlandse Bank Uwe Excellentie verwijst naar de vierde alinea van dit concept en de volgende opmerking maakt. Deze alinea houdt in dat de Nationale Bank van België bereid is dollars te accepteren tegen een koers die niet lager zal zijn dan de officiële IMF pariteit, verminderd met de kosten van de omzetting van U.S.-dollars in goud door de Amerikaanse Treasury, „jusqu'à nouvel ordre”. Teneinde te voorkomen, dat omtrent de interpretatie daarvan verschil van mening zou kunnen ontstaan, preciseert Uwe Excellentie dat Zij „jusqu'à nouvel ordre” zou willen vervangen door de woorden „jusqu'à un nouvel accord entre nos institutions”.

Hierbij bevestig ik aan Uwe Excellentie dat de Belgische Regering zich met deze wijziging van het ontwerp voor de brief van de Nationale Bank van België kan verenigen.

Ik neem deze gelegenheid te baat, Mijnheer de Minister, om aan Uwe Excellentie mijn gevoelens van meeste hoogachting te her-nieuwen.

De Zaakgelastigde van België a.i.
(w.g.) T. DE LICHTERVELDE.

*Aan Zijne Excellentie Mr. D. U. Stikker,
Minister van Buitenlandse Zaken,
's-Gravenhage.*

Op 29 Augustus 1951 is een Avenant op het onderhavige Memorandum tot stand gekomen, waarvan de tekst luidt als volgt:

**Avenant au memorandum financier belgo-néerlandais
du 12 octobre 1946**

Art. 1. Toute personne physique ou morale, non ennemie, domiciliée ou résidant en Belgique au 12 octobre 1946, détentrice pour son propre compte de titres néerlandais acquis par l'intermédiaire d'une banque allemande, peut obtenir des autorités néerlandaises compétentes la validation des titres ainsi acquis, à condition d'avoir été domiciliée ou d'avoir eu sa résidence, à la date de l'acquisition des dits titres, dans une des communes qui furent rattachées administrativement au territoire du Reich allemand par décret du 23 mai 1940. (Reichsgesetzblatt vol. I, p. 803).

Art. 2. Pour obtenir validation de leurs titres, les intéressés devront adresser, par l'intermédiaire d'une banque belge ou d'un agent de change inscrit près d'une bourse belge, une requête en triple exemplaire qui comportera:

- a) la description des titres à valider,
- b) la date, le lieu et le mode d'acquisition,
- c) les numéros des formulaires de déclaration pour l'enregistrement des titres néerlandais,
- d) la manière dont l'intéressé se propose de payer la redevance de validation dont il sera parlé à l'article 4 ci-après.

Art. 3. Le Ministre des Finances des Pays-Bas désignera les autorités néerlandaises chargées de recevoir et d'examiner les requêtes prévues à l'article précédent.

Art. 4, § 1. Pour chaque opération de validation, les autorités néerlandaises compétentes pourront percevoir une redevance de validation fixée à cinq pour cent.

§ 2. La redevance sera calculée sur base de la valeur des titres à valider à la Bourse d'Amsterdam à la date de la mise en vigueur du présent avenant, augmentée de la valeur des coupons échus après le 20 octobre 1944.

En cas de réalisation de coupons échus, le produit de cette réalisation pourra de même faire l'objet d'une validation.

Art. 5. Les intéressés pourront s'acquitter de la redevance de validation

- soit par abandon de titres à due concurrence,
- soit, s'ils disposent d'un compte en banque en florins néerlandais et pour autant que les dispositions légales en matière de devises ne s'y opposent pas par un paiement à charge de ce compte,
- soit par un paiement en francs belges.

Art. 6. Les différends éventuels concernant l'application du présent avenant seront soumis à l'avis de la Commission Monétaire qui pourra consulter un Comité technique paritaire désigné par elle à cet effet et proposer une solution aux instances compétentes.

Le 29 août 1951

Le Ministre des Finances du
Royaume de Belgique,
(s) VAN HOUTTE.

Le Ministre des Finances du
Royaume des Pays-Bas,
(s) LIEFTINCK.

De bepalingen van dit Avenant zijn in werking getreden op 1 Juli 1951, zoals blijkt uit de volgende brief dd. 29 Augustus 1951 van de Minister van Financiën, *P. Lieftinck*, gericht tot de Belgische Minister van Financiën, *Van Houtte*:

MINISTERIE VAN FINANCIËN

's-Gravenhage, 29 Augustus 1951.

Onderwerp: Regeling ten behoeve van
ingezetenen van Eupen en Malmedy.

Aan

*Zijne Excellentie de Heer van Houtte,
Minister van Financiën,
Brussel.*

Hooggeachte Collega,

Naar aanleiding van Uw brief d.d. 21 Februari 1951, TT 71-Pays-Bas, deel ik U mede dat de door de Monetaire Commissie ontworpen tekst voor een „Avenant au Mémoire financier belge-néerlandais du 12 octobre 1946” mijn instemming ontmoet. Mitsdien doe ik U een der beide mij toegezonden exemplaren, voorzien van mijn handtekening, als bijlage dezes weder toekomen.

Ik ga accoord met Uw voorstel om dit avenant in werking te stellen op 1 Juli 1951.

Ik deel U voorts mede dat de verzoeken bedoeld in artikel 2 van het Avenant zullen kunnen worden gericht tot de Directie van het Nederlandse Beheersinstituut, Neuhuyskade 94, 's-Gravenhage.

Tevens bevestig ik U de goede ontvangst van Uw brief van 23 April 1951, TT, no. 71, luidende als volgt:

„Ik heb de eer te verwijzen naar Uw schrijven van 31 Maart l.l., Generale Thesaurie, Directie Buitenlands Betalingsverkeer, no. 103, en naar de besprekingen tussen de Heer *Keesing* en de Heer *Van-heurk*, betreffende, enerzijds de Nederlandse titels verworven door

tussenkost van een Duitse bank door inwoners van de Belgische gemeenten, welke gedurende de oorlog op administratief gebied met het Duitse Rijk verbonden werden, en anderzijds, de bezittingen in Reichsmarken toebehorende aan natuurlijke personen van Nederlandse nationaliteit die op 9 Mei 1940 hogervermelde gemeenten bewoonden en er zich op 6 November 1944 nog steeds bevonden.

„Ik bevestig U dat, zodra het aanhangsel bij het Belgisch-Hollands financieel memorandum van 12 Oktober 1946 (aanhangsel waarvan U een ontwerp werd overgemaakt door mijn brief van 21 Februari 1951) in werking zal getreden zijn, mijn Departement, bij toepassing van het wederkerigheidsprincipe gehuldigd bij artikel 13 van de besluitwet van 28 Juni 1946 (*Staatsblad* van 30 Juni 1946), het genot van de beschikking van bedoelde besluitwet van 28 Juni 1946, betreffende de rekeningen in Reichsmarken in de kredietinstellingen van de onder Duits administratief regime geplaatste gebieden, zal uitbreiden tot de Nederlandse natuurlijke personen waarvan sprake in de eerste alinea van dit schrijven.

„Met andere woorden, wat de omwisseling in Belgische franken van hun bezittingen in Reichsmarken betreft, zullen de hierboven bedoelde personen van Nederlandse nationaliteit behandeld worden alsof zij de Belgische nationaliteit bezaten”.

Ik heb de eer U mede te delen dat het voorgaande mijn volledige instemming heeft.

Ik verzoek U, hooggeachte ambtgenoot, de verzekering mijner hoogachting wel te willen aanvaarden.

De Minister van Financiën,
(w.g.) P. Lief tinck.

Uitgegeven de twee en twintigste Juli 1952.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
STIKKER.